

ArcelorMittal Gandrange

Fermeture partielle du site confirmée

Gandrange va fermer partiellement. Après le comité européen à Luxembourg mercredi, la direction d'ArcelorMittal a confirmé officiellement hier matin, au cours d'un comité d'entreprise, la décision du groupe sidérurgique de fermer partiellement le site de Gandrange (Moselle).

Le groupe sidérurgique, présidé par Lakshmi Mittal, va procéder à une restructuration drastique à Gandrange avec la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes d'ici 2009, entraînant la suppression de 575 emplois sur 1.108 postes.

Mais la direction estime que la majorité est susceptible d'être reclassée à Florange (Moselle), située à une dizaine de kilomètres, et à Schifflange (Luxembourg), à une quarantaine de kilomètres. Quelque 150 personnes seront mises à la retraite.

Le président Nicolas Sarkozy, qui avait rencontré les salariés du site le 4 février dernier et parlé d'une solution, recevra les syndicats de Gandrange lundi prochain à 17h à l'Élysée, «pour évoquer l'avenir du site».

«Suite à l'avis formulé par le comité d'entreprise, le processus d'information consultation entamé le 16 janvier 2008 peut se poursuivre par l'examen, par ce dernier, du projet de mesures d'accompagnement social», a précisé l'entreprise hier dans un communiqué.

Le directeur général d'ArcelorMittal France, Daniel Soury-Lavergne, assure que l'entreprise s'engage «à assumer pleinement (sa) responsabilité sociale dans le contexte de ce projet de réorganisation». «Il faut aussi rappeler que nous avons décidé d'augmenter le budget d'in-



Le comité d'entreprise s'est déroulé dans un climat houleux

Photo: AP

vestissement 2008 de l'usine de Florange de plus de 60%, pour le porter à un total de 65 millions d'euros». Sont conservés sur le site de Gandrange la filière laminage à couronnes et barres (LCB) et le centre de recherches.

Climat houleux

Le comité d'entreprise s'est déroulé dans un climat houleux, selon Edouard Martin, délégué CFDT européen d'ArcelorMittal, syndicat majoritaire du groupe en Lorraine. Les élus CGT ont voulu pénétrer dans la salle avec des salariés et des personnes étrangères au site, ce qu'ont refusé la direction et la CFDT. Il s'en est suivi des heurts entre les représentants de la CFDT et de la CGC, et les représentants de la CGT.

Très présent sur le dossier, Nicolas Sarkozy, qui a rencontré à plusieurs reprises Lakshmi Mittal, s'était rendu à Gandrange pour affirmer: «On va se battre, vous n'êtes pas seuls». «Je reviendrai pour annoncer (une) solution», car «avec ou sans Mittal, l'Etat investira à Gandrange». «S'il y a un plan alternatif, si ce plan montre une solution crédible, avec M. Mittal ou un autre, l'Etat préfère payer le site que pour le chômage», avait conclu le président.

Plus nuancé, le Premier ministre François Fillon avait déclaré mardi dernier qu'«on peut aussi admettre qu'un groupe important puisse proposer à ses salariés d'aller travailler à quelques kilomètres de Gandrange».

> AP